

2022-36-DF**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE****ARRÊTÉ DONNANT DÉLÉGATION DE FONCTION
À MADAME LAURENCE ROUSSY, ADJOINTE,****Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Article L2122-22, qui dispose que le maire peut par délégation du conseil municipal être chargé en tout ou partie et pour la durée de son mandat de prendre toute décision relative à cet article,

Vu la délibération du 3 mars 2022 ayant pour objet la délégation du Conseil municipal au maire au titre de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Article L2122-18, qui confère au maire la possibilité de déléguer, sans toutefois se priver des pouvoirs en la matière, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints, et, dès lors que chaque adjoint est titulaire d'au moins une délégation, à un ou plusieurs conseillers municipaux,

Considérant le procès-verbal de l'élection et de l'installation de Mme Laurence ROUSSY aux fonctions d'adjointe en date du 3 mars 2022,

Considérant qu'un dispositif d'astreinte est organisé par la commune d'Ambazac en dehors des horaires d'ouverture au public afin de :

- Pouvoir apporter une solution en cas de dysfonctionnement d'un service public ;
- Prendre toute mesure conservatoire pour assurer la protection des biens et des personnes ;
- Coordonner les moyens techniques municipaux disponibles ;
- Procéder au relogement des personnes sinistrées, le cas échéant.

Considérant que ces permanences sont assurées à compter de chaque mardi soir pour une semaine par chaque adjoint à tour de rôle,

Considérant que l'élue de permanence peut être amené à signer en urgence des arrêtés de police et des arrêtés prescrivant l'hospitalisation d'office d'administrés,

Considérant qu'il convient d'abroger l'arrêté 2021-110-DF d'adjoint au maire afin de le compléter,

Considérant la nécessité pour la bonne marche de l'administration communale de procéder à une délégation de fonction et de signature,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'arrêté 2021-110-DF du 4 mai 2021 est abrogé.

ARTICLE 2 : Mme Laurence ROUSSY, troisième adjointe, est déléguée prioritairement dans le domaine de l'éducation, des affaires familiales, sociales et de la solidarité, des affaires scolaires, périscolaires et Accueil de Loisirs Sans Hébergement.

Cette délégation se détaille ainsi :

- Affaires relatives aux écoles maternelle, élémentaires et au collège
- Affaires relatives aux services périscolaires communaux,
- Gestion des accueils de loisirs sans hébergement maternel et primaire
- Référente communale pour les transports scolaires
- Affaires familiales,
- Relations et affaires relatives au Multi-accueil « Les Galopins », Relai Assistantes Maternelles
- Affaires sociales,
- Affaires relatives aux personnes âgées et/ou vulnérables, aux personnes retraitées et aux personnes handicapées,
- Relations et affaires relatives au Centre Social d'Ambazac, à l'EHPAD du Muret et à l'EPDAAH Gilbert Ballet.

A ce titre, il pourra signer les divers documents correspondants :

- les courriers, documents, contrats et arrêtés, les engagements et les liquidations de dépenses, les liquidations de recettes ainsi que les décisions prises en vertu de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et les contrats, conventions et autres documents qui y sont joints, relatifs aux affaires scolaires, périscolaires et Accueil de Loisirs Sans Hébergement, affaires familiales et sociales dans le respect des dispositions des articles L.2122-21 à L.2122-24 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 3 : Mme Laurence ROUSSY reçoit délégation à l'effet de signer au nom du Maire, dans le cadre de ses permanences de sécurité :

- les arrêtés de police,
- les arrêtés municipaux prescrivant une hospitalisation d'office,
- les dépôts de plainte,
- les actes de police et les autorisations administratives liées aux opérations funéraires,
- les bons de commandes pour les dépenses urgentes (travaux, surveillance de la voie publique...)
- toute correspondance nécessaire à une situation d'urgence.

ARTICLE 4 : Les actes signés au titre des articles 1 et 2 devront porter les nom, prénom, qualité et mention de la délégation. S'il s'agit d'un arrêté, la présente délégation sera mentionnée dans les visas.

ARTICLE 5 : Ces délégations peuvent être rapportées à tout moment et leur validation ne saurait, en tout état de cause, dépasser l'expiration du mandat de l'élus les ayant accordées ou la fin des fonctions de Mme Laurence ROUSSY.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la mairie, transmis au représentant de l'Etat, publié, affiché et notifié à l'intéressé.

Ampliation adressée :

- au Comptable de la collectivité

AMBAZAC, le 04 mars 2022

Le Maire,



Madame Peggy BARIAT

Accusé de réception en préfecture
087-218700201-20220304-2022-36-DF-AR
Date de télétransmission : 07/03/2022
Date de réception préfecture : 07/03/2022